

Classe moyenne africaine : le fer de lance de la croissance économique

Bulletin du FMI

26 décembre 2013

- Les bénéfices de la croissance économique en Afrique doivent être partagés par un plus grand nombre
- La classe moyenne, en croissance rapide, peut soutenir la croissance
- Il est essentiel de créer des emplois afin de réduire la pauvreté

Les bénéfices de la croissance économique en Afrique doivent être partagés par un plus grand nombre et la classe moyenne a un rôle important à jouer pour soutenir cette croissance, selon l'économiste Mthuli Ncube.

Dans une entrevue avec le *Bulletin du FMI*, l'économiste en chef et Vice-Président de la Banque africaine de développement (BAD), a donné son avis sur la classe moyenne africaine, les statistiques en Afrique et les résultats économiques exceptionnels du continent.

Bulletin du FMI : Pouvez-vous nous donner des détails sur la croissance africaine ces dernières années?

M. Ncube : L'Afrique monte en puissance. Le continent enregistre encore une croissance vigoureuse, qui devrait avoisiner 5 % et même plus pour certains pays. Mais les fruits de cette croissance doivent être partagés par un plus grand nombre. Je pense que c'est le message le plus important.

Bulletin du FMI : Beaucoup d'observateurs sont d'avis que l'Afrique monte en puissance parce qu'elle est tirée par un groupe de plus en plus important de consommateurs de la classe moyenne. Mais d'autres estiment que le concept traditionnel de classe moyenne n'existe pas en Afrique. Qu'en pensez-vous ?

M. Ncube: Il y a une classe moyenne en Afrique et elle augmente au rythme de 3,2 % par an depuis 1983. Plus de 300 millions de personnes se trouvent au milieu de la pyramide, comme j'aime l'appeler. Mais il faut établir une certaine distinction. Parmi ces 300 millions de personnes, la moitié fait partie de ce que l'on peut appeler la classe moyenne flottante. Ceux-là pourraient retomber très facilement dans la pauvreté à cause d'un décès dans la famille ou d'un autre choc. À tout moment, il y a une classe moyenne flottante. Ensuite, il y a la partie plus stable de la classe moyenne : environ 150 millions de personnes et ce sont eux qui fournissent une croissance vigoureuse.

Je pense que la diaspora africaine est un élément qui stimule la consommation de cette classe moyenne. La diaspora transfère aujourd'hui plus d'argent en Afrique qu'il n'en arrive sous la forme d'investissements directs étrangers, d'aide ou d'investissements de portefeuille sur les

marchés d'actions et d'obligations. Ce revenu supplémentaire de la diaspora permet à cette classe moyenne flottante de consommer davantage.

Bulletin du FMI : Quelles réformes devraient être opérées pour faciliter l'accès des populations plus pauvres à cette prospérité croissante?

M. Ncube : Le meilleur moyen de réduire la pauvreté consiste à créer des emplois. Cependant, pour que les gens soient prêts pour le marché du travail, ils doivent disposer des compétences appropriées. Il faut donc investir dans le type d'éducation qui permet d'être prêt à accepter un emploi.

Les jeunes africains doivent avoir la possibilité de faire des études universitaires, mais aussi, au moment approprié pendant leurs études secondaires, de passer à une formation professionnelle. Je pense qu'un effort concerté dans ce domaine est nécessaire à cette fin. La création d'emplois est vraiment indispensable pour faire reculer la pauvreté.

Entre-temps, à court terme, les dispositifs de protection sociale, les apports d'aide et l'assistance sont essentiels pour faire face à la pauvreté, mais à long terme, c'est la création d'emplois qui est primordiale.

Bulletin du FMI : Vous étiez à Washington pour participer à un séminaire sur les statistiques en Afrique. Quelle est la qualité de ces données?

M. Ncube : Étant donné l'importance du secteur informel en Afrique — environ 25 % dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne — une bonne partie de l'activité économique n'est pas mesurée et les données ne sont donc pas fiables.

Les pays africains, à leur niveau et en collaboration avec la Banque africaine de développement, ont déployé beaucoup d'efforts pour améliorer la qualité de leurs statistiques ces 10 dernières années. Nous avons investi 100 millions de dollars ces 10 dernières années dans les statistiques africaines. Mais, pour porter leur qualité au niveau des statistiques de l'Asie ou d'autres régions, nous devons investir environ 70 millions de dollars par an en Afrique.

Notre priorité aujourd'hui est d'harmoniser les données afin qu'elles soient comparables au niveau international. À cet effet, nous avons établi un programme dans toute l'Afrique subsaharienne. Nous connectons chaque pays africain à un portail sur le Web afin qu'ils puissent enregistrer leurs données en direct. Cela se passe beaucoup mieux et beaucoup plus vite que prévu, mais il reste beaucoup à faire.